

DEVELOPPEMENT DURABLE : quels enjeux géographiques

Documentation photographique - n° 8053 – 2006

Gérard GRANIER, IPR – Académie de Rouen – Yvette VEYRET, professeur des Universités (Paris X)

Le Sommet de la Terre, consécration du développement durable.

Le développement durable, une longue histoire. Les craintes en matière de dégradation de la nature existent depuis l'époque des Lumières. Elles se sont affinées au XIX^e siècle, au moment où se développaient les techniques et les sciences. A la fin du siècle, aux Etats-Unis, les premiers "écologistes" proposent de protéger intégralement certains espaces naturels. C'est le début de la "protection de la nature", mais cette exclusion des individus devient problématique. De nouveaux modes de gestion se font jour : il s'agit alors davantage de "conservation de la nature" d'où la société n'est plus exclue.

Dans un rapport de 1968, le Club de Rome dénonce les méfaits de l'industrialisation et de l'urbanisation en élaborant des scénarios très pessimistes pour le futur si aucun infléchissement de l'usage des ressources et de la croissance démographique n'intervenait.

La dimension globale de la "crise" environnementale se lit dans la devise de la conférence de Stockholm en 1972 : "une seule terre". Parmi les solutions proposées, l'écodéveloppement, nouveau modèle socioéconomique et environnemental, incite à rompre avec les pratiques en vigueur dans tous les domaines.

Les apports de Rio : une date clé pour le développement durable. La conférence de Rio a réuni en juin 1992, 110 chefs d'Etat et de gouvernement et les représentants de 178 pays. A l'issue de la conférence, un texte fondateur a été adopté : la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement. Ce texte précise que dans chaque pays devra être mise en place une politique de développement durable avant 1995. Le sommet de Rio insiste sur quatre thèmes majeurs : la désertification, la gestion des eaux continentales, le changement climatique et la biodiversité. A partir de la conférence de Rio le développement durable sert de fil conducteur à de nombreuses conférences organisées par les Nations Unies.

Parmi les propositions figure l'Agenda 21. C'est un plan d'actions, non juridiquement contraignant, qui précise les responsabilités dévolues à chacun des acteurs de la société civile dans la mise en œuvre du développement durable. Les Etats devraient élaborer des Agendas 21, déclinés ensuite au niveau local. En matière de ressources, l'Agenda 21 insiste sur la protection de l'atmosphère, la gestion des terres, la lutte contre le déboisement, contre la désertification et la sécheresse. Il précise la nécessité de gérer correctement les écosystèmes fragiles et de mettre en valeur de façon durable les milieux montagnards. Enfin, l'Agenda 21 insiste sur la participation des femmes, des enfants et des jeunes au développement durable.

Le sommet de Rio a consacré le rôle des ONG qui ont contribué à médiatiser les risques encourus par la biodiversité. Quelques très grandes ONG orientent les choix politiques des Etats et interviennent directement lors des grandes conférences internationales.

Les limites de Rio : dramatisation, incertitudes et globalisation. Pour une large mobilisation, l'idée d'une "crise écologique globale", voire de catastrophe a été mise en avant et confirmée dans les années 1980 après des accidents technologiques tels que Bhopal, Tchernobyl, les marées noires de l'Exxon Valdez et de l'Amoco Cadiz.

La analyse globale et la dramatisation nécessitent un regard critique et forcent à évaluer la validité scientifiques de certaines données. La question des forêts, par exemple, ne peut être traitée dans sa globalité du fait des évolutions différentes, de la pression anthropique, très variable d'un pays à l'autre. En 1994, le géographe F. Durand remet en cause les données de la FAO. Certains processus de dégradation sont localisés sur des espaces aux dimensions variées. L'idée d'un "gouvernement vert" de la planète avancé à Rio est discutée.

La difficile mise en œuvre du développement durable.

Entre Rio (1992) et Johannesburg (2002) bien des conceptions ont évolué. La question centrale qui concernait les menaces sur l'écosystème planétaire devient seconde par rapport à la lutte contre la pauvreté qui est le grand défi du monde actuel. Si le développement durable prôné en 1992 a perdu certaines de ses caractéristiques, c'est que divers acteurs y avaient intérêt. C'est le cas des Etats-Unis, de la Chine, du Brésil ou de l'Inde qui n'acceptent pas d'entrave à leur développement.

Le développement durable : approches économiques. La question entre croissance, développement et développement durable est centrale. La croissance est un processus quantitatif alors que le développement est un processus qualitatif.

L'économie néoclassique ne remet en cause ni la croissance, ni le développement. L'idée de "substitution" exprime la possibilité de remplacer les ressources épuisées par d'autres produits, grâce aux progrès techniques. Les théoriciens néoclassiques considèrent que le marché doit procéder à une meilleure allocation des ressources par le principe pollueur-payeur.

Les tenants de l'économie-écologie prônent l'idée de "décroissance". Ils insistent sur le nécessaire maintien du capital produit et du capital naturel, renouvelable ou non. Certains économistes reconnaissent que les pays pauvres doivent pouvoir atteindre un niveau de développement indispensable et envisagent parallèlement la décroissance des pays riches.

Le développement durable et écologie. Les questions environnementales nécessitent des approches pluridisciplinaires. En simplifiant ces questions, et parfois en les dramatisant, les médias desservent la cause du développement durable.

L'écologie scientifique élaborée au XIX^e siècle tend à exclure l'homme de certains espaces. Elle est fondée sur une démarche déterministe et sur une conception fixiste. L'ordre de la nature est conçu comme pré-établi. Une telle conception relève de l'utopie puisque tous les écosystèmes ont été, à des degrés divers, anthropisés, transformés, parfois artificialisés.

Volet social : la question complexe de l'équité. Traiter du développement durable nécessite de réfléchir au partage équitable des ressources. La capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins pose la question de la transmission des ressources. Les relations entre le développement durable et la pauvreté ont fait l'objet de nombreux travaux. Le but est la mise en œuvre d'une durabilité sociale. Le développement durable refuse les pratiques d'exclusion, les échanges inégaux, les conflits armés et doit s'appuyer sur la démocratie.

La difficile mesure du développement durable. Les indicateurs sont divers : taux de croissance, démographie, taux de scolarisation, PIB, IDH, IPH, indicateurs sur les seuils écologiques, de qualité du milieu, de biodiversité... mais ils sont sujet à controverse. Pour être acceptables, les indicateurs devraient être scientifiquement pertinents, fiables, valides, mesurables sur la durée. Même l'idée "d'empreinte écologique", sous couvert de scientificité, est discutable.

Du global au local ou la difficulté d'articuler les deux échelles.

L'analyse globale et ses limites. A l'échelle globale, les acteurs ont des approches différentes. Entre pays riches l'application des grands principes est loin d'être uniforme. L'Europe applique le protocole de Kyoto, ce que refusent les Etats-Unis et l'Australie. Les positions des Etats varient en fonction de leur politique intérieure. La gouvernance mondiale rencontre donc maints obstacles.

Le local : de l'Etat au citoyen. Dans les pays démocratiques, notamment européens, le développement durable peut être envisagé comme un référentiel de procédure, une sorte de modèle de politique publique prenant en compte la préservation du capital naturel et les enjeux de l'équité. Le développement durable est intégré à l'aménagement du territoire, il passe par l'enseignement et un patient travail d'explication au public. La "ville durable" apparaît dans l'analyse urbaine.

Dans les pays en développement, la nécessité première consiste à assurer les besoins indispensables à la vie : manger, dormir, se soigner, apprendre. Le développement durable paraît constituer un luxe de riches, une idée et une ingénierie inacceptable venue de pays qui ont dégradé leur environnement. Pourtant, certains pays émergents comme la Chine, commencent à prendre en compte le développement durable. Mais la situation des villes des pays en développement est de plus en plus critique. Elles sont loin du concept de ville durable qui émerge au Nord.

Développement durable et rapports Nord/Sud. Les principes sont à l'origine de dysfonctionnement et peuvent aboutir à des résultats inverses à ceux prônés au plan international. En Afrique, par exemple, les dégradations peuvent être considérables dans les secteurs de concentration des populations "déguerpies" d'espaces mis sous cloche. On peut craindre que la dépendance des pays pauvres augmente du fait de l'action des grands organismes internationaux qui usent du développement durable pour imposer un modèle économique unique, fondé sur le libéralisme. Les pays en développement sont soumis à la règle des Plans d'ajustement structurels (PAS) imposés par la le FMI. L'instauration de ces plans entraîne des coupes financières dans des domaines majeurs, tels l'éducation, la santé, l'eau potable..., mettant les pays concernés en contradiction avec les objectifs du Millénaire.

Les difficultés de mise en œuvre du développement durable sont nombreuses et diverses. Néanmoins ce concept n'est pas à rejeter. Il pousse à s'interroger sur les inégalités criantes entre pays riches et pays pauvres et entre riches et pauvres au sein de chaque pays. L'articulation des échelles reste une question majeure qui est loin d'avoir trouvé ses réponses.

La formule "penser globalement, agir localement" est fondamentale, mais son application est encore faite d'approximations successives et de tout petits pas.

A.M. DESTEFANIS – Clg Les Prés. Montigny-Le-Bretonneux.